

Adapter les villes à la résilience climatique

— LOUXOR, EGYPT —

Adaptation au climat pour les plus vulnérables personnes

Le monde est à la croisée des chemins dans ses efforts pour maintenir le réchauffement climatique à des niveaux non catastrophiques. Même si nous commençons à réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre, les températures mondiales continueront d'augmenter, provoquant de graves impacts climatiques et catastrophiques sur les villes. D'ici 2030, les catastrophes liées aux conditions météorologiques coûteront aux villes plus de 314 milliards USD par an si nous ne parvenons pas à renforcer la résilience aux chocs et aux stress climatiques (UNISDR, 2015). Lancé en août 2021, le dernier rapport du Groupe de travail I du GIEC sur **La base scientifique physique du changement climatique**, souligne qu'il n'y a pas de retour en arrière sur certains changements dans le système climatique.

Malgré l'augmentation des financements disponibles pour le changement climatique, le déficit de financement de l'adaptation au changement climatique ne se résorbe pas. À l'échelle mondiale, selon certaines estimations, seulement 5 % du financement climatique soutient l'adaptation, une autre petite fraction des ressources répondant à des objectifs multiples (CPI, 2019). En 2015-2016, environ 30 milliards USD par an, soit moins de 10 %, se sont traduits par une adaptation au niveau des villes (IIED, 2017). Les mesures d'adaptation là où cela compte le plus sont souvent négligées : les investissements pour renforcer la résilience des personnes les plus vulnérables au changement climatique dans les quartiers informels, les « points chauds urbains de vulnérabilité ».

À l'échelle mondiale, plus de 880 millions de personnes vivent dans des bidonvilles dans les pays en développement (ONU-Habitat, 2016). Parmi ceux-ci, on estime que 70 % sont vulnérables à un ou plusieurs impacts du changement climatique (ONU-Habitat, 2019). La vulnérabilité accrue est due à trois facteurs sous-jacents :

- (i) ces communautés sont souvent construites sur des sites fragiles exposés à des risques élevés d'impacts climatiques tels que des pentes abruptes, des littoraux ou des plaines inondables ;
- (ii) les caractéristiques socio-économiques des résidents, telles que les niveaux élevés de pauvreté et d'analphabétisme, signifient que ces communautés ont une faible capacité et résilience pour résister aux impacts climatiques ; et
- (iii) la marginalisation politique et institutionnelle de ces communautés, résultant dans de nombreux cas de l'insécurité d'occupation, de l'informalité et de l'absence de services de base adéquats ainsi que de la non-reconnaissance des établissements informels comme faisant partie du tissu urbain plus large, se traduit souvent par l'absence de investissements dans des services et des infrastructures réduisant les risques.

Au milieu de cette crise climatique, la pandémie du COVID-19 a révélé de profondes inégalités dans la façon dont les gens vivent dans les villes et comment les villes servent leurs résidents. Une approche en faveur des pauvres pour la planification, la construction, la gestion des villes pour l'action climatique et la reprise en cas de pandémie est nécessaire, car le changement climatique et le COVID-19 marginalisent en outre les pauvres urbains, ce qui aggrave la pauvreté urbaine.

Aller de l'avant

- L'action climatique en faveur des pauvres est intégrée dans les politiques, plans et engagements nationaux et municipaux en matière de climat, ainsi que dans les priorités et stratégies de parties importantes de l'architecture mondiale de l'action climatique et du financement respectant les droits fondamentaux.
- Augmentation des investissements et du financement pour des projets d'adaptation inclusifs en faveur des pauvres dans les zones à risques de vulnérabilité urbaine, avec un accent particulier sur les villes petites et moyennes dans les pays en développement et en transition, les PMA et les PEID.
- Capacités renforcées et nouvelle façon de travailler ensemble entre tous les niveaux de gouvernement et les principaux partenaires tels que les partenaires de développement locaux, les mécanismes de financement climatique, les entreprises de planification et d'infrastructure, les acteurs non gouvernementaux et les scientifiques, afin de renforcer efficacement la résilience des pauvres en milieu urbain et d'accéder et mobiliser les investissements.
- Étant donné que les trois quarts des infrastructures qui existeront en 2050 n'ont pas encore été construits, la pandémie de COVID-19 nous a offert l'opportunité de planifier, construire, gérer et alimenter les villes différemment. Le secrétaire général de l'ONU a conclu que les efforts de relance du COVID-19 présentent « une opportunité générationnelle de placer l'action climatique, l'énergie propre et le développement durable au cœur des stratégies et politiques des villes ». Un appel à investir dans une relance verte et durable des villes.
- Renforcement du programme phare d'ONU-Habitat, Établissements résilients pour les pauvres en milieu urbain (RISE UP). Le Flagship présente une approche intégrative, engageant de multiples secteurs, risques et parties prenantes pour mobiliser et coordonner des investissements à grande échelle pour l'adaptation urbaine et le renforcement de la résilience dans les zones à risques de la vulnérabilité, à l'échelle mondiale. Il a trois objectifs principaux qui sont (1) l'intégration de l'action climatique en faveur des pauvres dans les politiques et cadres nationaux et internationaux ; (2) l'augmentation des investissements pour les projets d'adaptation en faveur des pauvres dans les zones à risques de vulnérabilité urbaine, et (3) le renforcement des capacités des acteurs clés grâce à la formation et à l'engagement des parties prenantes, du gouvernement au secteur privé. L'implication de l'investissement est une opportunité non seulement d'améliorer le tissu urbain des villes, mais de définir une feuille de route pour lutter contre les inégalités sociales et spatiales pour des villes plus adaptées et résilientes.
- Les populations vulnérables risquent de « passer entre les mailles du filet », avec moins de 10 % des fonds internationaux pour le climat atteignant des activités au niveau local. Le programme « Construire la résilience climatique des pauvres en milieu urbain » (BCRUP) utilise des approches axées sur la communauté pour renforcer la résilience climatique des pauvres vivant dans des bidonvilles et des établissements informels dans les pays en développement grâce à la transformation des pratiques urbaines. Ce travail au niveau communautaire fonctionne également à un niveau supérieur, facilitant l'intégration de la résilience climatique des citoyens pauvres dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les plans nationaux d'adaptation (PAN), ainsi que dans d'autres plans et politiques sectoriels ou intégrés.
- Initiatives mondiales : le programme mondial "1000 Cities Adapt Now" vise à accélérer et à intensifier l'adaptation au climat dans 1000 villes du monde entier, en mettant l'accent sur les personnes, la nature, les communautés vulnérables et la résilience face aux événements climatiques.

Objectif

Cette table ronde explorera les moyens de financer, planifier, construire et gérer l'adaptation urbaine et la résilience climatique dans les zones à risques urbains de vulnérabilité. Conjointement avec des représentants des gouvernements nationaux et locaux, des banques multilatérales de développement, de la société civile et des organisations de base, la table ronde offrira une plate-forme de débat sur :

- Accélération du financement climatique pour garantir la percée en matière d'adaptation et de résilience pour les zones à risques urbains de vulnérabilité.
- Alignement verticale d'une action climatique urbaine ambitieuse et vérifiable dans les politiques nationales et municipales qui répondent aux besoins des personnes les plus vulnérables.
- Saisir les opportunités résultant des efforts de relance du COVID-19 pour investir dans un avenir vert, juste et résilient.
- Faire entendre les groupes urbains vulnérables en tant qu'acteurs du processus participatif de renforcement de la résilience qui contribuent à la vérification de données vulnérables et à la faisabilité de solutions résilientes.

Conférenciers potentiels

- Ville de Johannesburg, Afrique du Sud
- Mme Monika Kuffer, ITC, Université de Twente
- Banque africaine de développement
- Gouverneur de Kisumu, Kenya ?
- Mme Alice Siragusa, Centre commun de recherche – Commission européenne
- M. David Doddman, Directeur des établissements humains à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)
- Mme Lauren Sorkin, Réseau mondial des villes résilientes
- Mme Sheela Patel, Fondatrice d'SDI, Directrice fondatrice de SPARC

Modérateur

- ONU-Habitat